



**Arrêté N°2022/SEE/0096
portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement
de la commune de Clisson**

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

VU la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-15 et L.1337-2 ;

VU l'arrêté du 18 mars 2022 de la préfète coordonnatrice de bassin portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 7 avril 2015 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Sèvre Nantaise ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 9 décembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2002 portant sur l'assainissement collectif de villages (L'Épinay, La Brebionnière, La Promenade, Pertuis Foulques, Le Piteau, La Vinçonnière) et la mise en place d'une station d'épuration par lagunage (référence dossier Cascade 44-2002-90053) ;

VU le récépissé préfectoral de déclaration de la Loire-Atlantique du 21 août 2017 concernant le plan d'épandage des boues issues de la lagune (bassins n°1 et n°2) de La Brebionnière de la commune de Clisson (code Sandre 0444043S0002) sur les communes de Gorges et de Saint-Hilaire-de-Clisson (référence dossier Cascade 44-2017-00301) ;

VU le récépissé préfectoral de déclaration de la Vendée du 3 juin 2017 concernant le plan d'épandage des boues des bassins n°2 et n°3 de la lagune d'épuration des eaux usées de La Brebionnière à Clisson sur la commune de Cugand (référence dossier Cascade 85-2017-00313) ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO à ses collaborateurs ;

VU le projet d'arrêté portant prescriptions spécifiques du système d'assainissement de Clisson – La Brebionnière, présenté par courrier du 25 janvier 2022 au pétitionnaire, au titre d'une phase contradictoire de 30 jours ;

VU le courrier de réponse du pétitionnaire du 10 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT la révision de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux ou activités soumises à autorisation ou à déclaration de l'article R.214-1 du code de l'environnement, et l'exclusion du visa de la rubrique 3.2.3.0 – plans d'eau, permanents ou non – pour les étendues d'eau réglementées au titre de la rubrique 2.1.1.0 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-3, prescrit que les lagunes font l'objet d'un curage régulier selon une périodicité ne pouvant excéder 15 ans ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-3, prescrit en cas de non-respect de la périodicité minimale de 15 ans, la mise en place d'une surveillance renforcée vis-à-vis de l'accumulation des boues et du maintien de bonnes performances de traitement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-4, prescrit en cas de raccordement d'effluents non domestiques à un système d'assainissement collectif des eaux usées, que le pétitionnaire de l'installation à raccorder fournit à la collectivité en charge de la station et des réseaux de collecte concernés une caractérisation détaillée de la quantité et de la qualité des effluents rejetés, notamment en pointe. Dans ce cadre ladite collectivité vérifie que la prise en charge de ces effluents est compatible avec les capacités de transfert et de traitement du réseau et de la station d'accueil ainsi que le mode d'élimination des boues produites. L'étude d'impact ou d'incidence relative à l'installation à raccorder reprend l'ensemble des éléments d'analyse de compatibilité fournis par la collectivité compétente. Tout rejet supplémentaire d'effluents non domestiques dans le système d'assainissement collectif fait l'objet de la même démarche ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3C-1, prescrit que les travaux d'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement découlent de la programmation du schéma directeur d'assainissement. Ce dernier est réactualisé au moins tous les 10 ans. Il découle d'un diagnostic périodique, lequel s'appuie sur l'ensemble des éléments de connaissance acquis dans le cadre du diagnostic permanent et sur une étude des potentialités de déconnexion et d'infiltration des eaux pluviales à la source. Dans la mesure du possible et conformément à la disposition 7A-4, il est recommandé de rechercher les possibilités de réutilisation des eaux usées traitées dans le cadre de l'élaboration du schéma. Lorsque le réseau de collecte est tout ou partie unitaire, il est recommandé de réaliser le schéma directeur d'assainissement des eaux usées conjointement avec celui des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 5B-1, prescrit que les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris les rejets urbains d'eaux usées et pluviales) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, les objectifs de réduction des émissions de substances d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne à échéance 2027 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 5B-2, prescrit que les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient l'intégration des substances listées dans le tableau des objectifs de réduction des rejets dans les autorisations de rejet définies à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique et les mettent à jour si nécessaire. De même, elles améliorent la connaissance de leurs rejets par temps de pluie, source avérée de rejets en micropolluants, et travaillent à la réduction de ces rejets (disposition 3C-2). L'autosurveillance réglementaire doit être mise en place (disposition 3C-2) et pourra être complétée par des analyses dont les résultats sont à remonter aux services police de l'eau et à l'agence au même titre que ceux de l'autosurveillance ;

CONSIDÉRANT l'établissement d'un diagnostic périodique du système d'assainissement de Clisson – La Brebionnière selon une fréquence n'excédant pas dix ans, conformément à l'article 12-I de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le diagnostic périodique est établi au plus tard le 31 décembre 2025, pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/j de DBO5, conformément à l'article 12-I de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la dernière étude diagnostique a été réalisée en 2013, et que le dernier schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2014 ;

CONSIDÉRANT les informations d'autosurveillance à recueillir sur les déversoirs en tête de station et by pass vers le milieu récepteur en cours de traitement de la station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de traitement égale ou supérieure à 30 kg/j et inférieure à 120 kg/j de DBO5, permettant une estimation journalière des débits rejetés, conformément à l'annexe I de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée ou en sortie de la station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de traitement égale ou supérieure à 30 kg/j et inférieure à 120 kg/j de DBO5, permettant une mesure du débit en entrée et en sortie, conformément à l'annexe I de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée ou en sortie de la station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de traitement égale ou supérieure à 30 kg/j et inférieure à 120 kg/j de DBO5, permettant une mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie, conformément à l'annexe I de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'absence d'un déversoir en tête de station ;

CONSIDÉRANT l'absence d'équipement en métrologie d'autosurveillance (mesure du débit) en entrée station, et la présence d'un canal de mesure non normalisé en sortie station ;

CONSIDÉRANT les fréquences minimales, paramètres et type de mesures à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement inférieure à 120 kg/j de DBO5, conformément à l'annexe II de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT les performances épuratoires minimales à atteindre sur les paramètres DBO5, DCO et MES pour les stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement traitant une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/j de DBO5, conformément à l'annexe III de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT le lancement en 2022 d'une consultation pour la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement intercommunal couvrant l'ensemble des systèmes d'assainissement relevant de la maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération de Clisson Sèvre et Maine Agglo ;

CONSIDÉRANT le curage des boues de la lagune n°1 en 2016, et le curage des boues des lagunes n°2 et 3 en 2017 ;

CONSIDÉRANT que la configuration en entrée et en sortie station (points réglementaires A3 et A4) ne permet pas de fiabiliser la réalisation des bilans réglementaires complets à constituer sur 24 heures, et à asservir au débit ;

CONSIDÉRANT que la communauté d'agglomération de Clisson Sèvre et Maine Agglo a pris la compétence assainissement de l'agglomération d'assainissement de Clisson, avec effet au 1^{er} janvier 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Titre I – OBJET DE L'ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 10 octobre 2002 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Objet de l'arrêté

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, le présent arrêté porte sur les prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la station de traitement des eaux usées (code Sandre ouvrage 0444043S0002) d'une capacité nominale de 700 Equivalents-Habitants (EH) situé au lieu-dit La Brebionnière, au nord-est de la commune de Clisson, sur la parcelle cadastrale numéro 25 section ZC et du réseau de collecte (code Sandre ouvrage 0444043R0002).

Le réseau collecte les effluents d'un ensemble de hameaux (L'Epinay, La Brébionnière, La Promenade, Pertuis Foulques, Le Piteau et La Vinçonnière) sur la commune de Clisson.

La communauté d'agglomération de Clisson Sèvre et Maine Agglo est le maître d'ouvrage du système d'assainissement.

La géolocalisation de la station est en mode Lambert 93 (X : 376 557 ; Y : 6 676 978).

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

N° Nomenclature	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0 - 2°	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Titre II – PRESCRIPTIONS

ARTICLE 3 : Conformité au dossier et prescriptions générales

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015 portant prescriptions générales.

ARTICLE 4 : Mise à jour du plan de recouvrement du réseau de collecte

Le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte sous format papier et électronique (CD-ROM ou clé USB).

ARTICLE 5 : Modification des prescriptions

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du 3ème alinéa du II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté modificatif est porté à la connaissance du maître d'ouvrage qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.212-37 du code de l'environnement.

Le silence gardé par le service de police de l'eau pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement, tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est porté à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Toute modification du plan d'épandage des boues est portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 6 : Durée de l'autorisation administrative

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

ARTICLE 7 : Transfert de bénéficiaire

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

ARTICLE 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Titre III – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 10 : Prescriptions spécifiques

10.1 – Charges de référence

10.1.1 – Charges organique de référence

La station de traitement des eaux usées doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

<u>Paramètres</u>	<u>Charges</u>	<u>Unité de mesure</u>
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours DBO5	42	Kg d'O2/jour
Demande chimique en oxygène DCO	91	Kg d'O2/jour
Matières en suspension MES	63	Kg/jour
Azote global NGL	10,5	Kg/jour
Phosphore total PT	2,8	Kg/jour

10.1.2 – Débit de référence

Le système de collecte étant 100% séparatif, le débit de référence correspond au débit de pointe journalier de temps sec nappe basse.

Ce débit de référence peut être révisé en fonction de l'analyse des débits entrants dans la station lors de la prochaine étude diagnostique périodique du système d'assainissement (comportant une analyse des débits entrants dans la station selon la restitution des campagnes de nappes haute et basse).

Le maître d'ouvrage est informé par le service en charge du contrôle de la conformité annuelle de la station sur la base de ce débit de référence.

La station de traitement des eaux usées est conçue pour traiter un débit de pointe de temps sec nappe basse de 105 m³/jour.

10.2 – Description du système d'assainissement

10.2.1 – Système de collecte

Le réseau de collecte comporte un poste de refoulement (PR) privé Cormier équipé de 2 pompes (pas de télésurveillance ni de trop-plein sur ce PR).

Le synoptique du réseau de collecte figure en **annexe**.

10.2.2 – Station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées de type **lagunage naturel**, comprend pour l'essentiel :

Filière "eau"

- un prétraitement (dégraisseur statique),
- un dispositif en entrée station (regard de prélèvement et préleveur portable) permettant une mesure journalière du débit et le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents constitués sur 24 heures et asservis au temps (point réglementaire A3),
- un lagunage naturel constitué de 3 bassins (1er bassin de décantation de 4 682 m² et d'une profondeur moyenne de 85 cm, 2ème bassin de maturation de 1 600 m² et d'une profondeur moyenne de 102 cm, et d'un 3ème bassin de maturation de 1 400 m² et d'une profondeur maximale de 2 m),
- un dispositif en sortie station (canal de mesure non normalisé et préleveur portable) permettant une mesure journalière du débit et le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents constitués sur 24 heures, et asservis au temps (point réglementaire A4).

Les ouvrages des 3 bassins de lagunage sont étanches.

10.3 – Fonctionnement, exploitation, fiabilité et entretien du système d'assainissement

10.3.1 – Fonctionnement

La station de traitement des eaux usées est conçue, dimensionnée, réalisée, exploitée, entretenue et réhabilitée de manière telle qu'elle puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant aux charges de référence et débit prescrits à l'article 9.1.

10.3.2 – Exploitation

Les ouvrages et équipements sont exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système d'assainissement dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant de la station de traitement des eaux usées peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en oeuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau, ...).

10.3.3 – Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son exploitant justifient à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatibles avec le présent arrêté.

Des performances acceptables sont garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériel recensés, et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

Le maître d'ouvrage ou l'exploitant assure l'enlèvement régulier des lentilles en surface du lagunage, et impérativement en cas de recouvrement de plus d'un tiers de la surface de chaque lagune.

ARTICLE 11 : Prescriptions applicables au système de collecte

11.1 – Conception – réalisation

Les systèmes de collecte sont conçus, dimensionnés, exploités et réhabilités de manière à desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement, de manière à éviter tout rejet direct par temps sec, les fuites et les apports d'eaux claires parasites météoriques et de captage, et à acheminer à la station de traitement des eaux usées les flux correspondant à son débit de référence.

Les points de surverse sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence, et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils sont conçus pour éviter les érosions du milieu récepteur au point de déversement.

Les nouveaux postes de refoulement sont conçus et exploités de manière à empêcher tout déversement **pour une pluie mensuelle**, disposer le cas échéant d'un stockage de sécurité, et ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

11.2 – Raccordements

Le réseau d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne sont pas raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le système d'assainissement le permette.

Les demandes d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elles ne peuvent être délivrées que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents, et que la station de traitement des eaux usées est apte à les traiter, sans risque de dysfonctionnements.

Conformément à l'article R.211-11-3 du code de l'environnement, les autorisations de déversement que comportent, le cas échéant, les autorisations délivrées en application des articles L.214-3 et L.512-1 prennent en compte les objectifs du programme et les normes de qualité fixées en application de l'article R.211-11-2.

Le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement vérifie la prise en compte des substances d'intérêt listées dans la disposition 5B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, dans les autorisations de déversement d'effluents non domestiques, et les mettent à jour si nécessaire.

L'autorisation de déversement d'effluents non domestiques donne lieu à l'établissement d'une convention entre le maître d'ouvrage et le demandeur, qui précise les modalités de rejet de ces effluents (notamment flux, débits et concentrations maximum acceptables par le système d'assainissement de la collectivité).

Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service de police de l'eau.

Conformément à la disposition 7 du plan d'aménagement et gestion des eaux (PAGD) du SAGE du bassin de la Sèvre nantaise, au regard de l'impact des rejets des eaux usées sur le milieu récepteur, le maître d'ouvrage du système d'assainissement veille à prendre en compte la capacité réelle de collecte et de traitement de son système d'assainissement dans le cadre de leur projet de développement.

Ainsi tout raccordement supplémentaire d'eaux usées, d'origine domestique et extra-domestique sur le réseau de collecte, est autorisé sous réserve de la capacité de collecte et de traitement du système d'assainissement.

11.3 – Optimisation du système de collecte

Dès l'achèvement du schéma directeur d'assainissement intercommunal incluant le périmètre du système d'assainissement de Clisson – La Brebionnière, le maître d'ouvrage définit le programme pluriannuel des travaux de réhabilitation du réseau de collecte et la remise en conformité des branchements domiciliaires permettant de réduire l'apport des eaux claires parasites.

Conformément à la disposition 10-1 du plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) du SAGE du bassin versant de la Sèvre nantaise, le maître d'ouvrage a l'obligation de lancer le début des travaux de réhabilitation du réseau de collecte (lutte contre les apports d'eaux claires parasites) et la mise en conformité des branchements domiciliaires identifiés défectueux dans les deux ans à compter de la réalisation du schéma directeur d'assainissement.

Conformément à la disposition 10-2 du plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) du SAGE du bassin versant de la Sèvre nantaise, le maître d'ouvrage a l'obligation d'établir et de transmettre annuellement à la commission locale de l'eau le bilan des travaux de réhabilitation du réseau réalisés.

Conformément à l'article L.1331-8 du code de la santé publique, le maître d'ouvrage peut majorer (au maximum doubler) la part du prix de l'eau liée à l'assainissement, dans le cas des raccordements diagnostiqués non conformes et à l'issue des délais fixés à leurs propriétaires pour les réhabiliter. Cette pénalisation peut également s'appliquer en cas de refus d'une visite de contrôle.

Considérant les apports importants d'eaux claires parasites (ECP) sur le réseau de collecte des eaux usées en période hivernale mentionnés dans les conclusions du bilan annuel documentaire sur le système de collecte portant sur l'année 2020, et l'impact des ECP sur le fonctionnement hydraulique de la station de traitement des eaux usées et du temps de séjour des effluents sur l'ensemble des trois lagunes, **le maître d'ouvrage engage un diagnostic périodique du système d'assainissement avant l'échéance du 31 décembre 2025** (notamment par l'analyse des données de fonctionnement du réseau de collecte à disposition de l'exploitant, par la remise en conformité des branchements domiciliaires au moyen de tests à la fumée et au colorant, par le temps de fonctionnement du ou des postes de refoulement). **Le maître d'ouvrage communique par courrier ou par voie électronique au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne les conclusions de ce diagnostic.**

ARTICLE 12 : Prescriptions applicables au système de traitement

12.1 – Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, la station de traitement des eaux usées fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles **au moment de la réhabilitation ou de la reconstruction de la station de traitement des eaux usées**. Cette analyse est transmise au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

12.2 – Point de rejet

Le rejet au milieu naturel est identifié aux points de coordonnées Lambert 93 (X : 376 483 ; Y : 6 677 103) dans le ruisseau de la Brebionnière, affluent du ruisseau du Chaintreau lui-même affluent de la Sèvre nantaise (masse d'eau FRGR2112 – le Chaintreau et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec la Sèvre nantaise).

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Le rejet s'effectue dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation, et éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet (au moyen notamment de clapet anti-retour).

12.3 – Rejet

12.3.1 – Valeurs limite de rejet – obligations de résultat

En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées **en sortie de la 3ème lagune** (point réglementaire A4), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes. **Les analyses sont effectuées sur des échantillons filtrés pour les paramètres DBO5 et DCO, sauf pour l'analyse des MES :**

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Concentrations réhabilitaires</u>	<u>Rendements minimaux</u>
DBO5	35 mg/l	70 mg/l	60,00 %
DCO	200 mg/l	400 mg/l	60,00 %
MES	-	150 mg/l	50,00 %

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration ou rendement sur les paramètres DBO5 et DCO.

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures.

Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- absence de substances surnageantes
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de son débit et/ou charges de référence prescrits à l'article 9.1,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié).

12.3.2 – Conformité du rejet

La station de traitement des eaux usées est jugée conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les 2 conditions suivantes sont simultanément réunies :

- le rejet est conforme aux valeurs limites de rejet (concentration ou rendement) et des valeurs réductrices prescrites à l'article 12.3.1 ;
- respect du programme d'autosurveillance prescrit à l'article 13.2.2.

12.4 – Prévention et nuisances

12.4.1 – Dispositions générales

La station de traitement des eaux usées est conçue et implantée hors des zones à usages sensibles (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 31 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié), et de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

L'ensemble du site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont régulièrement entretenus, de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Une surveillance particulière est assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires de rejets.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (notamment les réactifs) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

12.4.2 – Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

12.4.3 – Prévention des nuisances sonores

Les installations sont exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores sont réglementées aux articles R.1334-30 à R.1334-36 du code de la santé publique. L'article R.1334-33 fixe notamment une valeur-limite de 5 dB au-dessus du bruit ambiant en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB en période nocturne (de 22 heures à 7 heures).

12.4.4 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la direction départementale des territoires et de la mer et de l'OFB (Office Français de la Biodiversité), ont constamment libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 13 : Autosurveillance du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage se réfère au guide pratique de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne édité en novembre 2015 (mise en oeuvre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement des collectivités et des industries – équipements et contrôles) pour les équipements à mettre en place pour l'autosurveillance des ouvrages de rejets du système d'assainissement (points réglementaires et logiques du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées).

13.1 – Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits du curage et de décantation du réseau. Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour.

Ces éléments sont tenus à la disposition du service de police de l'eau.

Les postes de refoulement futurs sont équipés d'un moyen de télésurveillance avec alarme, et dimensionnés sur **une pluie de référence mensuelle**.

Les poires de niveau sont à proscrire pour l'instrumentation de points réglementaires car elles n'assurent pas un niveau de précision et de fiabilité suffisant. Néanmoins, elles sont autorisées dans la surveillance du risque de déversement sur d'autres points non réglementaires.

13.2 – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

13.2.1 – Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité est enregistré sur un cahier d'exploitation qui est tenu à la disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses ...).

Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles sont accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements aval des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie station.

Conformément à l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié concernant l'autosurveillance des stations de traitement des eaux usées de type lagunage, la station est équipée :

- une mesure du débit en entrée et en sortie station,
- un préleveur portable en entrée et en sortie station permettant la réalisation d'échantillons représentatifs constitués sur 24 heures et asservis au temps (regard de prélèvement en entrée station et canal de mesure non normalisé en sortie station),

Le matériel de prélèvement est automatique, réfrigéré isotherme (5° +/- 3) et asservi au temps.

Le recours à des préleveurs mobiles est autorisé.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Avant l'échéance du 31 décembre 2022, le maître d'ouvrage met en place et réceptionne les équipements de métrologie d'autosurveillance ci-dessous :

- deux canaux de mesure normalisés en entrée et en sortie station, permettant la mesure du débit, et **asservis au débit**,
- une mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée station (point réglementaire A3) et en sortie station (point réglementaire A4) permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs constitués sur 24 heures, et **asservis au débit**.

13.2.2 – Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

- 1 bilan 24 heures par an comprenant une mesure des flux transités en entrée et en sortie station sur un échantillon moyen journalier, et une mesure des concentrations en entrée et en sortie station sur un échantillon moyen journalier, et portant sur les paramètres suivants : pH – débit - température – MES – DBO5 – DCO – NH4 – NTK – NO2 – NO3 - Ptot,
- la quantité annuelle estimée de matières sèches de boues produites (mesure à réaliser uniquement durant l'année du curage des boues),
- la quantité annuelle estimée de boues évacuées (quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et sa(ses) destination(s),
- les informations concernant les apports extérieurs de boues (quantité brute, quantité de matières sèches et origine) sont recueillies.

Excepté pour la température de l'eau, les mesures physico-chimiques s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris des ouvrages de dérivation.

Par ailleurs, le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées comprend au minimum des tests hebdomadaires NH_4^+ , NO_3^- et PO_4^{3-} sur le rejet des eaux usées traitées (point réglementaire A4). L'exploitant utilise à cet effet une gamme de tests adaptée pour les mesures de concentration pour tous les paramètres.

Les résultats de ces mesures et analyses (bilans réglementaires 24 heures, tests hebdomadaires en sortie de station et, le cas échéant, les résultats des mesures d'autosurveillance dans le cadre des autorisations de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système de collecte) ci-dessus faites durant le mois N sont reportés sur un registre d'exploitation, et les bilans réglementaires 24 heures sont transmis dans le courant du mois N+1 au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne au titre de l'autosurveillance Sandre.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Le maître d'ouvrage transmet ces données via l'application Verseau accessible à une adresse disponible auprès du service de police de l'eau. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prescrites ci-dessus.

L'autosurveillance relative aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur la nature, la quantité des déchets évacués et leur destination.

L'autosurveillance relative aux boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur :

- la quantité brute, la quantité de matières sèches et l'origine des apports extérieurs de boues,
- la quantité de matières sèches de boues produites,
- la quantité brute, la quantité de matières sèches, la mesure de la qualité et destination(s) des boues évacuées.

13.2.3 – Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Sont tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un cahier de vie du système d'assainissement comportant au minimum les éléments prescrits à l'article 20-II-1 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié. Le cahier de vie est rédigé par l'exploitant de la station **avant l'échéance du 30 juin 2022**. Il est transmis pour information à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne et au service chargé de la police de l'eau.

13.2.4 – Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et de la pêche, ont libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Conformément à l'article 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié, le service de police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les agents du service de police de l'eau peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté.

13.2.5 – Autosurveillance des boues

Conformément à la disposition 3A-3 du SDAGE du bassin Loire-Bretagne; **les lagunes font l'objet d'un curage selon une périodicité ne pouvant excéder 15 ans**. Toutefois, ce délai peut être augmenté lorsque l'accumulation des boues est faible. Ces ouvrages font dès lors l'objet d'une surveillance renforcée vis-à-vis de l'accumulation des boues et du maintien de bonnes performances de traitement.

ARTICLE 14 : Curage des lagunes

14.1 – Evacuation des boues

Préalablement à l'opération de curage des lagunes, conformément aux dispositions générales relatives aux boues définies par les articles R.211-25 à R.211-30 du code de l'environnement, aux conditions générales d'épandage définies par les articles R.211-31 à R.211-37 et aux dispositions techniques définies par les articles R.211-38 à R.211-45, les boues du lagunage sont analysées. Le résultat de ces analyses permet de définir la destination des boues, à savoir la valorisation ou l'élimination.

14.2 – Elimination des autres sous-produits

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service de police de l'eau.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service de police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Le conditionnement de ces déchets est adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

ARTICLE 15 : Remise en état du site

Conformément à l'article R.214-48 du code de l'environnement, en cas de mise hors service du lagunage, le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, l'écoulement des eaux et l'élimination des matières polluantes contenues dans l'ensemble des lagunes et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

Le site est remis en l'état, notamment par le comblement des lagunes (par exemple par de la terre végétale).

Le maître d'ouvrage adresse un porter à connaissance au service de police de l'eau, au plus tard un mois après la fin des opérations de remise en état du site, attestant de l'évacuation totale des boues des lagunes et du comblement des lagunes.

ARTICLE 16 : Informations et transmissions obligatoires

16.1 – Transmissions préalables

16.1.1 – Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau est informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparation prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements lui sont précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire dans les 20 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

16.2 – Transmissions immédiates

16.2.1 – Incident grave – accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en oeuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de refoulement, est signalé dans les meilleurs délais, par voie électronique, au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

16.2.2 – Dépassements des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté

Les dépassements des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 12.3.1 du présent arrêté sont signalés dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

16.2.3 – Transmissions annuelles

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige tous les ans en début d'année N+1 le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente N, qu'il transmet au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne **avant le 1er mars de l'année N+1**.

Ce bilan comporte au minimum les éléments prescrits à l'article 20-II-2 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié (**incluant la section 3 – suivi du système d'assainissement – du cahier de vie**).

Le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

Titre IV – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Clisson, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE du bassin de la Sèvre nantaise pour information.

ARTICLE 18 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

ARTICLE 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté d'agglomération de Clisson Sèvre et Maine Agglo, et le maire de la commune de Clisson, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le **-7 AVR. 2022**

le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et
de la mer et par délégation,
La cheffe du service eau environnement,


Marine RENAUDIN

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Clisson,
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

Clisson
"La Brebionnière"

Ouvrage	#	Poste de relevage
Regard	•	Eaux usées
Branchement	—	Eaux usées
Tronçon	—	Gravitaire
Refoulement	—	Refoulement

